



## A bâtons rompus

La convention de la Fédération Provinciale du Travail qui s'est tenue à Trois-Rivières les derniers jours de juin, fut certes des plus mouvementées. Il s'agissait de déterminer si la constitution de ladite Fédération devait être respectée ou si elle pouvait être considérée comme un vulgaire chiffon de papier. D'après cette constitution, les lettres de créance doivent être entre les mains du secrétaire-trésorier dans un délai de dix jours de la date de la convention. Le comité des lettres de créance refusa péremptoirement d'accepter les lettres de créance arrivées en retard. De ce fait, une union qui avait envoyé en temps voulu une lettre de créance pour onze (11) délégués se vit refuser une deuxième lettre de créance arrivée en retard accreditant quarante (40) délégués.

On peut se demander pourquoi une organisation voulait se faire représenter par un si grand nombre de délégués. Qu'avait-elle à gagner en agissant ainsi?; par ricochet, plusieurs autres unions dont les lettres de créance étaient également arrivées en retard, se virent refuser l'admission de leurs délégués.

Evidemment, comme dans toutes choses, il y avait du pour et du contre. Les uns invoquaient qu'on n'avait jamais mis cet article de la constitution en vigueur. D'autres rétorquaient que si tel était le cas, il était plus que temps qu'on suive strictement la constitution.

Il est un fait certain, c'est que le Travail Organisé ne peut permettre à une ou deux fortes organisations de se coaliser pour prendre le contrôle d'une convention, ou faire élire le ticket qu'elles auront choisi. On sera probablement forcé d'établir une échelle progressive de représentation, dire par exemple, qu'une union aura droit à un délégué par cent (100) membres, jusqu'à concurrence de cinq (5) délégués, et qu'ensuite, la proportion sera d'un délégué par 300 ou 500 membres. Cela garantirait aux anciennes unions de métiers, qui maintiennent depuis des années et des années à peu près le même nombre de membres, de ne pas être submergées par un nouvel élément développé, grâce à l'industrie de guerre et qui, celle-ci terminée, disparaîtra probablement en majeure partie, tout au moins, du jour au lendemain.

Il y a quelques années, on se plaignait surtout que les unions affiliées ne payaient pas la taxe per capita pour le plein nombre de membres qu'elles avaient, pas plus qu'elles n'envoyaient tout le quota de délégués auquel elles avaient droit. Aujourd'hui, c'est le contraire, paraît-il. La taxe per capita, dit-on, est payée pour un plus grand nombre de membres bona fide que l'union compte, et le nombre de délégués excède ce que réellement il devrait être.

Autres temps, autres mœurs. Une union devrait être tenue de payer la taxe pour tous ses membres, et preuve devrait être donnée qu'elle a bien le nombre de membres pour lequel la dite taxe est payée.

\* \* \*

Les élections provinciales d'Ontario viennent d'avoir lieu. Le gouvernement libéral de M. Nixon s'est fait battre. Le parti conservateur progressiste (?) a remporté le plus grand nombre de sièges, soit 38, suivi de près par le C.C.F., avec 33.

Lors de la dissolution, le gouvernement libéral comptait 59 députés, le parti conservateur progressiste 19, et le C.C.F., aucun. C'est donc une victoire sur toute la ligne pour le nouveau parti du C.C.F. On se rappelle qu'il fut fondé par feu M. Woodsworth, de Winnipeg, qu'on accusa à maintes reprises de préconiser le socialisme sous un nom déguisé. Comme question de fait, le programme du C.C.F. n'est ni plus ni moins que du socialisme modéré. L'on peut même se demander pourquoi il n'a pas, dès le début, arboré ses véritables couleurs.

Il y a eu deux femmes C.C.F. d'élues, ainsi que deux candidats ouvriers radicaux, J. B. Salesberg, et R.E.E. McLeod, de Toronto.

Les commentaires vont leur train. Les uns prédisent que c'est un signe de débâcle pour le gouvernement MacKenzie King, mais comme il ne doit pas y avoir des élections fédérales avant l'été de 1945, il y a bien de l'eau qui coulera dans le Saint-Laurent et bien des virements d'opinions d'ici-là. On ne peut comparer la situation au fédéral avec celle qui existait dans l'Ontario, où le turbulent ex-premier Ministre Hepburn faisait des siennes depuis déjà quelques années.

D'autres sont prêts à affirmer que si le gouvernement Godbout faisait des élections demain, il aurait le même sort que le premier Nixon de l'Ontario. Il y a ici aussi une énorme différence entre la situation du Québec et celle de l'Ontario au point de vue politique, et le C.C.F. n'aura certes pas la même emprise sur l'électorat qu'il a eu dans la province-soeur. Il est

(Suite à la page 4)

## La grève des ouvriers de l'avionnerie

### Demande est faite au Congrès des Métiers et du Travail du Canada d'appuyer la grève

Le Conseil des Métiers et du Travail a tenu son assemblée régulière jeudi soir dernier, sous la présidence de M. Paul Fournier, assisté des vice-présidents J.-Elphège Beaudoin et Onésime Renaud.

La séance fut entièrement consacrée à la grève des ouvriers de l'avionnerie.

C'est à la suite d'un rapport spécial du comité exécutif qui avait été convoqué d'urgence dans l'après-midi du même jour que la question fut débattue sous tous ses angles.

Tous les délégués qui adressèrent la parole ont condamné l'attitude du gouvernement fédéral dans cette affaire disant qu'il suffirait d'un simple amendement aux décrets fédéraux pour donner satisfaction aux grévistes. La base du litige est la réclamation du paiement du boni de vie chère de \$4.25 par semaine à une date antérieure au 23 mars 1943, date à laquelle il leur fut accordé par le Conseil national du travail. Les ouvriers veulent obtenir ce boni rétroactif à compter du 1er juillet 1942, date à laquelle ils ont signé leur contrat avec les compagnies Canadian Vickers, Noorduyn Aviation et Fairchild Aircraft.

Le Conseil a adopté une résolution demandant au Congrès des Métiers et du Travail du Canada de donner tout son appui à la grève des ouvriers de l'avionnerie de Montréal. On cherchera également à obtenir l'appui de toutes les unions internationales du pays.

Une autre résolution fut présentée et référée à l'exécutif pour étude demandant au gouvernement fédéral d'approuver la requête des grévistes dans les quarante-huit heures. Dans cas contraire, le Conseil se proposait de suggérer à ses unions affiliées de prendre des mesures pour remédier à la situation.

Toutefois, sur cette question le délégué Robert Haddow a déclaré que pour le moment les grévistes étaient satisfaits d'obtenir l'appui du Conseil des métiers.

## La Fête du Travail

La célébration de la Fête du Travail du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal s'annonce sous les meilleures augures que jamais, par suite d'un communiqué reçu du comité qui a charge de préparer cette unique célébration ouvrière.

Le comité nous fait savoir que le parcours de la parade qui aura lieu le matin, partira du Parc Lafontaine pour prendre la rue Sherbrooke vers l'est, la rue Papineau, vers le sud, jusqu'à la rue Ste-Catherine, de là vers l'ouest jusqu'à la rue St-Laurent, vers le sud, la rue Craig vers l'est, jusqu'au carré Viger, lieu de dissolution de la parade.

Les fanfares seront plus nombreuses que l'an dernier; il y aura plusieurs chars allégoriques et une assistance considérable prendra part au défilé.

## A Canadian Youth Soliloquizes

By BERNARD ROSE, K.C.

I am not given to self-pity. Like most Canadians of my age, after leaving High School, in common with others, I decided that I would either learn some useful trade or join a profession. I looked forward to the day when following the example of my parents, I would call upon some desirable young Canadian of the other sex to share my fortunes for weal or woe.

Youth always thinks in terms of life. Death is something that is so distant that it is not given much thought. We know, that as people get older, they will in course of time be gathered to their fathers. But with the world before it, youth does not concern itself with what might happen to them forty or fifty years after they reach manhood.

When I left school a few years ago, I had no idea that there would be another war; I don't remember the last one, except from what I heard from older citizens who took part in it. Occasionally I read an item in the newspapers that the situation in Europe was becoming worse, and there was a likelihood of another war. Still, I was not in any way concerned. I believed that if there was another war, it would hardly affect Canada.

I saw the name of Hitler in the press and what he was doing to prepare Germany to engage in war. I hardly gave what Hitler and the Nazis were doing a second thought. I was under the impression that he would attempt to challenge Great Britain and France. Thinking thus, I was more interested in plans for my future than the prospects of becoming a participant in a second great world war.

What little I do know of history taught me that wars seldom serve any useful purpose other than to cause the destruction of valuable lives and property.

I recall that Mr. Chamberlain attended a meeting at Munich and the joy that was expressed when it was announced, following the agreement between Germany and other nations, that there was little likelihood of war. Alas, for our hopes and expectations! Apparently the peace treaty was regarded by Mr. Hitler as another "scrap of paper".

Young men and women seldom bother their heads with international relations. They hardly think outside of their own neighborhood, province or nation. They prefer to go their own ways and live their lives in conformity with the standards that are established.

When Germany invaded Poland and quickly crushed it, fear was expressed that the war would extend. In spite of Mr. Chamberlain's warning to Hitler, the latter paid no attention and went right ahead. Great Britain declared war, and Canada, following the fine example it set in the last war, lost very little time in declaring through its Parliament that it would stand by the mother-country.

There is quite a difference between this war and the last, since the present one is more mechanized than the first world conflict. The number and type of machines used are so great, that those who build and operate them have to get quite a lengthy training. The war in the air is tremendous as compared with the last one.

Young men in their hundreds and thousands have joined the Air Force, the Army and the Navy. We have for all purposes what amounts to conscription.

I, being younger than those who first were called, could have waited until my turn came, but I decided that I was no better than my fellow-students at the High School, and the thousands of other young men and that I should follow their fine example.

We are certainly living in a tragic period! At the very threshold of life, we are called upon to be ready at any moment to sacrifice all for which we laboured and the many years to which we looked forward as an opportunity to contribute our share to the wealth and happiness of the community.

In the old days we are told, children were sacrificed to a vengeful God. There is another deity called Mars who demands his millions of victims. Whether we sacrifice to one or the other, the world is greatly the poorer for this sacrifice. Nevertheless, it must be made. The war was not the seeking of the young men in the democratic countries; the youth of France, Poland, Czechoslovakia and the smaller nations were no more anxious for war than we Canadians were. It is Hitler, the greatest criminal of all time, who wanted and willed this war. From the moment he got power, he prepared for it. He told his people that we, in the democracies, were worn out; that we did not want to fight; that we would give him all he asked for, even if it meant becoming subject to the control of the Nazis.

We youth in the democratic countries, have not been taught to hate; we believe in justice and fair play; we detest cruelty of any kind. The Faith we profess preaches the Gospel of brother-

(Continued on Page 6)

## Il faut mettre de côté notre désintéressement

Pour contribuer à une sage gestion des affaires de l'union, il faut nécessairement mettre de côté le désintéressement qui est dû à l'indifférence et à l'apathie, cette dernière est une plaie malheureuse qui existe parmi les membres de l'union ouvrière.

Pourquoi de telles choses existent-elles? Serait-ce que les officiers semblent être indifférents eux-mêmes? Si l'on veut que tout aille bien dans l'union ouvrière, les intéressés doivent donner toute leur attention aux questions qui demandent un appui franc et loyal de tous les membres réunis, sans exception. Les intéressés doivent répondre aux officiers quand ils les appellent à se rendre à une assemblée à laquelle des questions de haute importance, pour le mieux-être de tous, seront résolues.

On se demande, et avec raison, pourquoi les membres sont si peu assidus aux réunions de leur union. Pourtant, il n'y a pas à se le cacher, c'est leur école, c'est là qu'ils puisent des connaissances qui décideront de leur sort; nous l'avons déjà fait remarquer d'ailleurs.

La vraie lacune, c'est que les réunions commencent à une heure tardive et finissent aussi très tard.

La raison est bien simple, l'agenda qui doit être soumis par le président à l'approbation des membres n'est pas préparé comme il doit l'être, afin de raccourcir l'assemblée.

La parole est pratiquement toujours aux mêmes, c'est-à-dire, aux plus guelards, c'est de là que commence l'indifférence à l'union ouvrière, les sérieux s'abandonnent à l'apathie, ils assistent le plus rarement possible aux réunions et de ce fait, ils négligent leurs contributions mensuelles qui, certainement, leur feront perdre leurs bénéfices en cas de maladie ou de décès.

Il faudrait absolument bannir la discussion inutile qui se fait, sans suite; nous l'affirmons, c'est ce que nous entendons, parce qu'il n'y a pas d'ordre.

Prenons les moyens pour que les réunions soient bien préparées et les membres contribueront à une sage gestion des affaires de l'union.

UN VÉTÉRAN.

## 1er pique-nique de la loge Place Viger 1086 des commis de chemins de fer

La loge Place Viger 1086 des commis de chemins de fer fera son 1er pique-nique annuel à l'île Ste-Hélène, le dimanche 15 août. Ce pique-nique est organisé spécialement pour les membres et les employés de la Place Viger, ainsi que leurs amis et amies.

Un comité est à préparer un programme d'amusements très chargé de jeux, courses, concours, etc. qui, certainement, donnera satisfaction à toute l'assistance.

De beaux prix seront distribués aux vainqueurs des concours. Un orchestre choisi nous charmera de sa musique.

La coopération de tous fera un vif succès de ce 1er pique-nique de la loge Place Viger. Donc au pique-nique le 15 août.

Pour informations, voir les membres du comité: MM. H. Sénécal, R. Choquette, H. Gauvin, L. Charpentier et R. McNeil.

## M. Léopold Francoeur nouveau secrétaire du Conseil de District des charpentiers

M. Léopold Francoeur succède à M. Edouard Larose comme secrétaire du Conseil de District des charpentiers-menuisiers. On sait que M. Larose a été nommé par la Fraternité Unie des Charpentiers et Menuisiers, organisateur pour la province de Québec, en remplacement de feu Narcisse Arcand.

Le nouvel organisateur sera à la disposition des membres des sept locaux, au bureau de la Fraternité, Monument National, 1182 blvd. St-Laurent.

Quant à M. Francoeur, les menuisiers ont fait un choix judicieux. M. Francoeur possède des connaissances techniques du métier, étant secrétaire du local 1584, de Sainte-Anne de Bellevue depuis 9 ans. M. Léopold Francoeur est le fils de M. Victor Francoeur, organisateur de la Fédération Américaine du Travail. Le nouveau secrétaire aura ses bureaux à la chambre 10, Monument National, 1182 blvd. St-Laurent.

Nous souhaitons succès aux deux titulaires.

## Intéressante réunion du local 116 des ouvriers du métal en feuilles

En l'absence du président A. Bourbonnais, le vice-président Léo Van Noorherne présida la réunion du local 116 des ouvriers du métal en feuilles, mardi, le 27 courant, en la salle des métiers de l'imprimerie, 909 rue St-Laurent.

Une nombreuse délégation des employés spécialisés dans le métier du métal en feuilles de la Canadian Vickers s'est présentée afin d'obtenir quelques informations relatives à la grève qui a sévi la semaine dernière aux chantiers de la compagnie.

An début du mois de juin, déclara M. Renaud, le local 116 est entré en négociations avec la Compagnie Canadian Vickers. Il avait été entendu, précise M. Renaud, que la compagnie reconnaissait le bien-fondé des réclamations des ouvriers de métal en feuilles, en ce qui regarde la semaine de vacances avec salaire, le boni de vie chère de \$4.25 et un rajustement, si possible, du salaire horaire.

M. O. Renaud souligne le fait qu'une délégation a été reçue mardi, le 27 juillet par le Conseil National du Travail, à Ottawa; deux membres du local 116 composaient la délégation.

La réception a été chaleureuse et favorable, a-t-on rapporté. Le Conseil National doit donner sous peu sa décision en ce qui concerne les chantiers maritimes de l'est du Canada.

## Les cordonniers en deuil

Nous apprenons la mort de M. Réal Lapointe, âgé de 59 ans, ancien président du local 249 et ancien président de la vieille Ligue de l'étiquette unioniste. Le défunt a déjà occupé la charge de vice-président du Conseil des Métiers et du Travail des Trois-Rivières. Ses funérailles eurent lieu lundi matin, au milieu d'un nombreux concours de parent et de membres de la B. & S. W. U.

Le Monde Ouvrier se joint à l'union des cordonniers pour offrir à la famille du défunt ses condoléances les plus sincères.

## M. H. Marchand délégué au Congrès en remplacement de J.-M. Shannon

Pour les trois mois à venir, août, septembre et octobre, les perspectives de travail pour les débardeurs seront meilleures sur le port de Montréal. C'est ce qui fut annoncé au cours de la réunion bi-mensuelle de l'union des débardeurs, local 375, dimanche dernier par M. Karl Trolsaas, président.

M. Trolsaas aurait eu une entrevue avec M. Aikman, un officier supérieur du War Transport Board au sujet du travail sur le port de Montréal. M. Aikman aurait déclaré au président Trolsaas qu'il garantissait la venue de 17 cargos par mois, lesquels comprennent de la cargaison générale, de vaisseaux destinés spécialement au grain et à la fleur, ainsi que deux qui descendront des Grands Lacs. Il appert que cette initiative des autorités donnera du travail à plusieurs débardeurs, au cours des prochains trois mois. Cette nouvelle fut accueillie avec grande satisfaction.

Si l'on se rappelle bien, tout récemment, M. J.-M. Shannon avait été choisi délégué pour représenter le local 375 au Congrès des Métiers et du Travail du Canada, dont les séances auront lieu dans la ville de Québec dans la semaine du 23 août prochain. Considérant que M.

Shannon a été choisi à l'unanimité pour représenter la Fédération Provinciale du Travail du Québec. L'exécutif du local 375 a recommandé que M. Hector Marchand soit choisi en remplacement de M. J.-M. Shannon à ce Congrès.

L'exécutif a recommandé également l'admission de 16 nouvelles recrues, M. Georges Duchaine, inter-prète, leur fit prêter l'obligation de promouvoir l'avancement de la catégorie de ces travailleurs.

L'agent d'affaires, Donat Bibeau, donna rapport de ses activités durant les deux dernières semaines le secrétaire-trésorier J.-M. Shannon donna rapport des finances pour les deux dernières semaines; Hector Marchand, délégué à la convention Provinciale du Travail, a présenté un rapport qui fut très apprécié des membres. Ces rapports furent approuvés par les membres.

À l'issue de la séance M. Duchaine donna lecture d'une lettre venant de Mme Veuve Arthur Tremblay, remerciant l'union des débardeurs pour les fraternelles sympathies qui lui ont été adressées à l'occasion de la mort de son digne époux, membre du local 375. Cette lettre fut placée aux archives.

## Chez les ouvriers de la Eagle Shoe

Les ouvriers et les ouvrières de la compagnie Eagle Shoe ont tenu, mardi soir, une assemblée syndicale sous la présidence de M. Téléphore Bélanger; M.J. Poirier agissait comme secrétaire.

On dicuta la demande d'une semaine de vacances avec salaire ainsi que la question de savoir si les ouvriers sont toujours favorables au maintien des contrats de l'union. Par un vote presque unanime, après que des explications furent données sur la nature de la réunion par M. R. Champagne, organisateur et M. C. McKercher, représentant de la B. & S. W. U., les employés se prononcèrent catégoriquement pour le maintien des contrats de l'union en existence, et cela pour une seconde fois depuis 1934 et en faveur d'un comité d'atelier des six départements pour aller négocier avec M. J. Brunet, président de la compagnie Eagle Shoe, des vacances payées et le maintien du contrat de l'union.

En qualité de gardien du contrat de l'union, M. Chas McKercher dit que ce contrat a été signé de nouveau en décembre 1934 entre M. J. Brunet, président de la compagnie et M. John J. Mara, président de la B. & S. W. U.

Ce contrat ne peut être résilié sans qu'un préalable un avis de 90 jours soit donné à l'une ou l'autre des parties contractantes, de l'intention de ne plus continuer leurs relations.

M. McKercher souligna les raisons pour lesquelles la compagnie Eagle Shoe avait abandonné le contrat qu'elle détenait depuis vingt ans, pour le reprendre un an plus tard. La raison est bien simple, c'est que les ouvriers canadiens internationaux de Halifax à Vancouver ont fait leur devoir en exigeant l'étiquette de la B. & S. W. U. sur les produits en chaussures de ladite compagnie.

Finalement, un comité de deux employés de chaque département fut nommé pour entrevoir le président de la compagnie afin de négocier, si possible, les demandes des employés.

## Les peintres en deuil de L.-P. Boisselle

Les membres de l'union des peintres, local 349, ont été saisi de questions de la plus haute importance, au cours de la réunion hebdomadaire, tenue lundi soir dernier. M. Raoul Gervais présidait, assisté du vice-président J.-L. Morel et du nouveau trésorier Marc Provost.

Ces questions avaient trait à la

mort prématurée de L.P. Boisselle, ancien trésorier et agent d'affaires, pour la mémoire duquel une minute de silence fut observée; un vote de vives sympathies a été adopté à l'égard de la famille éplorée; à l'admission d'un grand nombre de nouveaux membres; de la célébration de la Fête du Travail qui souleva un point intéressant, celui de participer à la parade en uniforme de travail, c'est-à-dire en salopettes blanches; toutefois, les membres qui seront dans l'impossibilité de se procurer ce costume sont les bienvenus à prendre part à cette fête mémorable, car après la parade des mesures ont été prises pour servir des rafraichissements aux participants.

La question du rationnement de la bière a donné lieu de nouveau à un débat, laissant entendre que le mouvement qui a été poursuivi pour obtenir l'abolition des restrictions avait été abandonné trop tôt.

Ce qui a intéressé les membres également fut le rapport financier du mois de juin de M. Ernest Desève montrant une augmentation sensible dans l'effectif du local 349.

Un rapport qui était attendu avec impatience fut celui du nouvel agent d'affaires J.-L. Morel. Nous désirons dire, à l'éloge de M. Morel qu'il s'acquitta de sa tâche facilement; même on a exprimé l'opinion qu'il était du bois pour faire un véritable agent d'affaires. Après avoir énuméré les visites qu'il rendit aux grandes entreprises, lesquelles l'ont très bien accueilli, il déclara avoir des demandes pour 20 peintres compétents; s'il y a de ces ouvriers sans emploi dans le moment, ceux-ci voudront bien se présenter à son bureau, de 8 à 9 heures le matin et de 4 à 5 heures de l'après-midi, à la salle des cordonniers, 1331 est, rue Ste-Catherine, tel. CH 6511 ou au bureau des examinateurs le vendredi soir à 8 heures, au même endroit.

## Indemnités et taux de salaires dans les chantiers maritimes

Le Conseil national du Travail en temps de guerre a annoncé aujourd'hui que, dès maintenant, l'indemnité de vie chère payé dans tous les chantiers maritimes sous sa juridiction sera portée au maximum de \$4.25 dans les cas où ce maximum n'est point payé.

Le Conseil a annoncé en outre que l'échelle générale des salaires dans tous les chantiers maritimes de l'Est fait actuellement l'objet d'une étude minutieuse. L'on s'attend à ce que dans un temps raisonnable cette échelle de salaires soit rectifiée.

## LABOR DIRECTORY

CONSEIL DES METIERS ET DU TRAVAIL DE MONTREAL — MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL. — Meets every 1st and 3rd Thursday of each month — s'assemble les premier et troisième Jedis de chaque mois, à la salle de l'Assistance Publique, 458, rue Lagauchetière Est. Président, Paul Fournier 1410 Henry; secrétaire-correspondant — corresponding-secretary, J. E. Garlépy, 11, rue Saint-Paul ouest, Tél. L.A. 5381; vice-présidents Onésime Renaud, 900 boulevard St. Laurent, Tél. L.A. 8403; J. E. Beaudoin, 1153 St-Denis, Tél. M.A. 3731 - 3732.

ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL. — To promote the interests of Allied Union Label (which can be had in French or English). The following organizations comprise Council: The Typographical Union No. 176, Jacques-Cartier Typographical Union No. 145, Printing Pressmen and Assistants' Union No. 52; Brotherhood of Bookbinders and Bindery Women's Union No. 91; Photo-Engravers Union No. 9; Stereotypers and Electrotypers Union No. 33; President, V. Forrest; vice-president, C. Arpin; Recording Secretary, Georges Brunelles; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 54, 484 McGill Street, Tel. M.A. 7489; Executive, John Moore, J.-A. Ardouin and A. Query; Auditors, J. A. Richard and H. Collin. Council meets second Tuesday of each month at 909 St. Lawrence Blvd.

TYPOGRAPHICAL UNION No. 176 — Meets first Sunday of each month at the Willingdon Room (Y.M.C.A. Building), R. M. Bennett, President, 337 Melrose Avenue, Verdun; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 54, 484 McGill Street; Business hours: 9:00 a.m. to 5 p.m., Saturday, 9:00 a.m. to 1:00 p.m.; Tel. M.A. 7489.

CONSEIL DE DISTRICT DE MONTREAL DE LA FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERS - MENUISIERS D'AMERIQUE — MONTREAL DISTRICT OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA. — Président Ferdinand Doucet; vice-président, Eléazar Bernier; secrétaire, Edouard Larose; trésorier, E. Lanthier; exécutif, J.-A. Chamberlain, Emery Lanthier, B. Labelle; gardien, Georges Bélair; agent d'affaires, Edouard Toussaint. Assemblée chaque mercredi, à 8 h. du soir, au Monument National, chambre 10.

U. L. 134, s'assemble tous les lundis soirs, au Monument National, chambre 11, N. L'heureux, secrétaire.

C. L. 1127, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, au Monument National, chambre 10, Manuel Bourque, 2420 Chapleau.

U. L. 1244, s'assemble tous les 2e et 4e lundis, à 1252, rue Stanley, H. R. Salter, secrétaire, 4621 boul. Décarie, N. A. G.

U. L. 1300 s'assemble tous les 1er et 3e lundis, 4030 ouest, Notre-Dame; H. Martin, secrétaire, 3845 rue Claude Verdun.

U. L. 1375, s'assemble tous les 1er lundis, à 168 — 1ère Avenue, Lachine, Harris Daoust, secrétaire, 168 — 1ère Avenue, Lachine.

U. L. 1558, s'assemble les 2e et 4e vendredis, à 2138, rue Valois, Paul Vigeant, 1464 St-Germain.

Membres Associés ce local s'assemble le 2e mardi au Monument National, chambre 11.

UNION DES EMPLOYES DE TRAMWAYS DE MONTREAL, Local 790, Association des Employés de Tramways électriques et de chauffeurs d'Autobus d'Amérique. — MONTREAL TRAMWAYS EMPLOYEES' UNION Local 790, Amalgamated Association of Street Electric Railway and Motor Coach Employees of America. — Quartiers généraux. — Headquarters, 1153, St-Denis, Tel. L.A. 2503. Officiers — Officers: Elphège Beaudoin, président et agent d'affaires; Jean Renaud, vice-président; O.-A. Neveu, sec. financier; Victor Trudeau, assistant agent d'affaires; Alberto Brodeur, trésorier; Joseph Barbusel, secrétaire-correspondant; W. Latour, sentinelle. Le Local se réunit le 2e mercredi de chaque mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Barré, et l'exécutif le lundi précédant l'assemblée régulière à 1153, rue Saint-Denis.

FRATERNITE DES PEINTRES DECORATEURS, Local 349. — S'assemble tous les lundis du mois au No 1331A rue Ste-Catherine est. Président, Raoul Gervais, 4299 Marquette, Tél. FR. 4119; Vice-Président, J. L. Morel, 1159 Amherst, FR. 4152; Secrétaire-Correspondant, J. M. Hogue, 6928 Christophe-Colomb, Tél. CA. 4722; Trésorier, L.-P. Boisselle, 564 Gouind, Secrétaire-Financier, Ernest Desève, 6633 St-Dominique; Conducteur, Albert Goudreau, 9078B est Notre-Dame; Gardien, Jos. Girard, 8145 Saint-André; Auditeurs: Arthur Boisjennu, président, 4621 Colombie; Jean Guibault et Marc Prévost, Sentinelle, Jos. Renaud, Agent d'Affaires, L.-P. Boisselle, Bureau 1331A rue Ste-Catherine est. Heures de bureau: 8 à 9 h. 30, le matin et de 4 à 5 heures l'après-midi, tél. CH. 6511.

UNION DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE, Local 249. — SHOE WORKERS' UNION. — S'assemble tous les mercredis soir à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Jos. Giroux, 3446 Dorion; 1er vice-président, L. Riendeau, 2013 Sicaud; 2e vice-président, H. Desrosiers, 1891 Cadillan; secrétaire-archiviste et correspondant, N. Gervais, 2112 rue Wolfe; secrétaire-financier, trésorier et agent d'affaires, Charles McKercher, 1331A est, rue Ste-Catherine, Tél. CH. 6511, résidence, Cl. 7125; René Champagne, organisateur, 10645 rue Sackville, Tél. DT. 3518; sentinelle, Phllias Leclair, 1308 est, rue Ste-Catherine. L'exécutif s'assemble le 1er et le 3e vendredi du mois, à 1331A est, rue Ste-Catherine. Président, Rosario Hébert, 3524 Dorion, CH. 3987; vice-présidente, Auce Riendeau, 921 Dorchester est; secrétaire, Jos. Beaugard, 1598 rue Beaudry.

**MAISON D'AFFAIRES A ENCOURAGER**



L'endroit idéal pour voyages de noces ou vacances. Aussi chalets et bungalows. Amusements: tennis, jeu de boules, plage de sable, pêche, chaloupes et poney.

Appelez Lancaster 1166\*

POUR DEPLIANTS ET INFORMATIONS

Tel.: AM. 8014

Established 1914

**McGILL FUR LIMITED**  
EXCLUSIVE FURRIERS

Special for this week:

A COMPLETE STOCK OF BEAUTIFUL MUSKRAT COATS  
SPECIALLY PRICED FROM \$189.00 UP  
Terms in accordance with W. P. T. B.

1570 St. Catherine East, MONTREAL

Demandez à votre fournisseur LES "SALOPETTES"

**C. P. R.**

un produit de chez nous vendu d'un océan à l'autre  
CANADIAN OVERALL REG'D.

6651 Des Ecoles MONTREAL  
Fabriqué par: SALOPETTES CANADIENNES ENR'G.

**AL. BENOIT-BENOIT PROTECTAL**  
INC.

Vous pouvez vous procurer à

**CREDIT**

LUNETTES D'APPROCHE — THERMOMETRES  
BAROMETRES — YEUX ARTIFICIELS

OUVREZ UN COMPTE COURANT

1617 ST-DENIS

ATlantic 2820

**BRODEUR REFRIGERATION**

VENTES — SERVICE — SALES

3125 Maplewood MONTREAL

Examen de la Vue  
Lunettes — Réparations

YO. 4014

Eyes Tested  
Glasses Filled

**A. GINGRAS, O.D.**

OPTOMETRISTE — SIGHT-SPECIALIST

des Employés de Tramways  
Division Ouest  
Visiteur aux Ecoles

for Montreal Tramways  
Employees, West Division  
Eye Inspector for Schools

4222 Wellington coin GALT corner VERDUN

**CABARET LION D'OR**

REPAS, BIÈRE ET VIN

REPRESENTATION TOUS LES SOIRS

1696 ONTARIO EST AM. 9051

**Obtention de vacances payées à la Slater Shoe Co.**

Les travailleurs en chaussures, membres de la B. & S. W. U. s'agitent, ils veulent une semaine de vacances avec salaire et le plein boni de vie chère de \$4.25.

On sait qu'une délégation d'employés de la Slater Shoe Co et de la Eagle Shoe Co. avait été nommée pour aller devant le Conseil Régional de Québec. La délégation s'est présentée mardi dernier, dirigée par Me Lucien Rodier qui s'est fait le porte-parole de la délégation, relativement aux demandes précitées. On a fait remarquer que la délégation n'était pas au complet vu l'absence des employés de la Eagle Shoe Co. On a craint, dit-on, de ne pas s'y présenter parce que le propriétaire de la compagnie s'opposait à reconnaître l'avis reçu de l'union locale 249, tel que celui adressé à la Slater Shoe Co. concernant la demande d'une semaine de vacances au Conseil Régional du travail en temps de guerre.

Les intéressés des deux fabriques de chaussures précitées se sont réunis mercredi soir sous la présidence de M. Jos. Giroux, pour recevoir le rapport de la délégation. M. René Champagne a lu un télégramme de M. H.-C. Lebrun, secrétaire du Conseil Régional, informant l'assemblée que ledit conseil avait accordé aux employés de la Slater Shoe Co. une semaine de vacances avec salaire, à conditions que la compagnie en question y consente. Il appert que ces vacances ont été fixées à compter du 27 août, jusqu'au lendemain de la Fête du Travail. M. Lionel Thibault, membre du Conseil régional, expliqua comment les choses se sont produites quand la délégation s'est présentée au Conseil régional. Il regrette, cependant, que les représentants de la Eagle Shoe ne fussent pas présents. Dans le cas de la Eagle Shoe, il s'agirait que le propriétaire de la compagnie agisse de la même façon que le président de la Slater Shoe, c'est-à-dire, que le Conseil Régional du travail est favorable d'accorder des vacances aux employés de la Eagle Shoe, à condition que les deux parties s'entendent. Pour prouver la bonne foi du local 249, M. Champagne, lut l'avis adressé aux deux compagnies, demandant des vacances et le boni de vie chère de \$4.25. Finalement, au cours de la discussion qui a été assez vive, on a rapporté que M. J. Brunet propriétaire de la Cie Eagle Shoe, était prêt à payer des vacances aussi bien que M. E. Gibeau, président de la Cie Slater Shoe paiera à ses employés.

M. Charles McKercher, représentant canadien sur le bureau général de la B.S.W.U. a relevé un fait important, qui s'est produit cette semaine à la Eagle Shoe, a propos du contrat de travail en existence, depuis 1934, entre le président général John J. Mara et M. Jos. Brunet, propriétaire de la compagnie. M. McKercher préconisa une assemblée spéciale pour tous les employés, afin de savoir si les ouvriers cordonniers sont prêts à continuer à marcher avec le contrat de l'union à la Eagle Shoe. Je tiens, dit-il, que l'on se prononce par un ou par un non.

**L'hon. A. Godbout et l'autonomie provinciale**

L'autonomie provinciale fait souvent l'objet de débats chez nous qu'un étranger pourrait être porté à croire que la province de Québec est la seule à qui la constitution canadienne ait conféré un caractère autonome, c'est-à-dire le pouvoir de légiférer indépendamment et suivant ses intérêts particuliers, dans certains domaines. Nous savons tous qu'il n'en est pas ainsi, cependant, et que toutes les provinces canadiennes ont le même degré d'autonomie, que toutes ont d'ailleurs intérêt à conserver. Comment se fait-il, alors, qu'il ne semble y avoir que chez nous des menaces contre l'autonomie provinciale? S'il fallait en croire certains gens, tout le Canada serait ligué contre Québec pour lui faire perdre son autonomie.

C'est que l'autonomie provinciale, pour les Canadiens français, constitue en premier lieu une garantie pour la conservation de leurs caractéristiques nationales, en ce qu'elle permet à la Province de légiférer, entre autres choses, sur l'instruction publique de façon à favoriser l'enseignement du français et l'instruction religieuse dans les écoles. Grâce à son autonomie, le gouvernement de Québec a pu aussi favoriser la perpétuation de nos traditions nationales et conserver à notre province son caractère français extérieur.

C'est là un chapitre où nous avons particulièrement raison d'être jaloux de nos droits et de notre autonomie. Les gouvernements libéraux qui ont administré la province depuis quarante ans ont conservé intact ce patrimoine, ce trésor dont la Confédération de 1867 avait confié la garde à l'autonomie provinciale. Et, dans ce domaine comme dans les autres, personne n'a jamais pris en faute le gouvernement Godbout. Avec lui la survivance canadienne-française est entre bonnes mains et l'on admettra que c'est bien là l'essentiel.

Nous avons fait de nous montrer intraitables en ce qui concerne la conservation de nos droits et de nos prérogatives, mais nous ne devons pas laisser mettre la survivance canadienne-française à toutes les sauces, dans les débats qui surgissent au sujet de l'autonomie provinciale. Dans les questions où notre survivance peut être en jeu, nous avons raison de ne point reculer d'un pouce et de nous montrer résolus à demeurer canadiens-français. Dans les autres cas, l'autonomie provinciale bien comprise ne doit pas nous empêcher de penser en Canadiens et d'envisager notre rôle en songeant au reste de la nation canadienne dont nous faisons partie.

Telle est la conception que se fait de l'autonomie le premier ministre actuel de la province de Québec, l'honorable Adélard Godbout. Cette conception est non seulement favorable à notre survivance (qui trouve aujourd'hui toutes sortes de défenseurs) mais elle assure en même temps une autre chose qui va de pair avec elle et qui est tout aussi importante: notre progrès et notre essor comme peuple en cette terre canadienne d'Amérique.

En effet, survivre est bien beau, mais ce n'est pas suffisant. Un malade ou un moribond peut se contenter de survivre; un homme en bonne santé a d'ordinaire une autre ambition: celle de se faire une place dans la vie, sans nuire à son prochain, et de prendre sa part de ce qui peut s'obtenir par l'intelligence et le travail. Or, ceux qui ont quelque expérience de la vie savent que l'on n'y arrive pas en se querellant sans cesse avec tout le monde. Le peuple canadien-français n'est ni malade ni moribond; il a passé victorieusement la période de son histoire où sa survivance était menacée; il est arrivé à l'âge où, fort de son nombre et des aptitudes particulières, il peut conquérir, dans notre pays immensément riche, sa part du patriotisme national.

La politique de M. Godbout, d'inspiration large, nous conduit à cette

conquête en faisant de la province de Québec et du peuple canadien-français, dans le Canada et dans l'Amérique en guerre, non pas un groupe à part, non pas une province séparée, différente des autres, contre qui le reste du Canada et les Etats-Unis auraient des raisons de se tourner, mais en faisant de notre groupement une grande force qui apporte généreusement sa contribution à l'effort commun. Cette politique, qui ne cède rien de ce qui est essentiel à notre survivance, mais qui adapte la doctrine de l'autonomie aux exigences d'un pays en guerre, prépare à la province de Québec et au peuple canadien-français un rôle de premier plan dans la marche en avant de notre pays après la guerre.

**M. Paul Massé, candidat du Bloc Populaire dans Cartier**

Monsieur Paul Massé, avocat bien connu de Montréal, qui fait la campagne dans le comté de Cartier comme candidat du Bloc Populaire Canadien, Monsieur Massé compte de nombreux amis chez tous ses concitoyens de langue française et anglaise, et aussi chez les Canadiens d'origine étrangère (qui comptent au nombre de 25% de la population dans le comté Cartier.) Monsieur Massé parle couramment 9 langues. Il a fait des études spécialisées en droit constitutionnel et international. Il est connu aussi comme sociologue. C'est un nationaliste éclairé dont le peuple a raison d'être fier. Il saura combattre au Parlement pour les droits vitaux des citoyens du Canada.



PAUL MASSE

Il tiendra dimanche après-midi et dimanche soir plusieurs assemblées dans le bas du comté de Cartier, afin de rencontrer personnellement le plus d'électeurs possible. Pour plus de détails sur ces assemblées, voir les journaux de samedi ou informez-vous à l'un des 4 comités suivants:

- 355 est, rue Craig, près de St-Denis, HARbour 2255
- 1001 ouest, rue Laurier, près Hutchison, TALon 4519
- 2025, rue St-Laurent, MARquette 2931
- 280, ouest rue Duluth, coin Henri-Julien, MARquette 2943.

Offrez votre collaboration à Monsieur Massé, pour combattre vaillamment contre la Conscription déguisée et contre la Ruine du Canada.  
— Annonce.

Presque tout le camphre vendu en Amérique du Nord provient des pins du sud.

Six pour cent des hommes ont 13 paires de ctes; les autres en ont 12.

Le corps humain a sept fois et demi la longueur de la tête.

**BLOC POPULAIRE CANADIEN**

**LUNDI le 9, Votez contre la conscription**  
**Votez contre la ruine du pays**  
**Votez pour Paul MASSE, dans Cartier**  
**Votez pour Armand CHOQUETTE, dans Stanstead**  
**Votez à bonne heure et Votez en BLOC**

**LE MONDE OUVRIER — THE LABOR WORLD**

Est publié par la Fédération provinciale du Québec chaque semaine, dans le but de promouvoir de la législation sociale tendant à protéger et à améliorer le sort de la classe ouvrière de cette province.  
 Exécutif : J.-Elphège Beaudoin, président, Jos. Matte, J.-B. Arsenault et R.-M. Bennett, vice-présidents, Marcel Francq, secrétaire-trésorier et rédacteur, Henri Richard, rédacteur associé.

Adressez toutes les communications à Casier Postal 6094  
 Téléphone: LAncaster 7808  
 Imprimé par Mercantile Printing Ltd., 11 ouest, rue St-Paul, Montréal



Is published by the Quebec Provincial Federation of Labor weekly, for the purpose of promoting legislation towards the protection and advancement of the working class of the Province of Quebec.  
 Executive: J. Elphège Beaudoin, president, Jos. Matte, J. B. Arsenault and R. M. Bennett, vice-presidents, Marcel Francq, secretary-treasurer and editor, Henri Richard, associate editor.

Address all communications to Postal Box 6094  
 Telephone: LAncaster 7808  
 Printed by Mercantile Printing Limited, 11 St. Paul Street West, Montreal.



**A bâtons rompus**

(Suite de la 1ère page)

vrai que nous avons notre bloc populaire qui fait des siennes et qui s'imagine obtenir la confiance de l'électorat, mais ses partisans se chamaillent à qui mieux, mieux.

\* \* \*

Les trois usines d'avionneries de l'île de Montréal ont été fermées par le gouvernement. Elles rouvriront, d'après un communiqué des Honorables MM. Humphrey Mitchell et C. D. Howe, quand les ouvriers seront prêts à retourner au travail sans conditions. On estime qu'il y a 20,000 grévistes actuellement. D'après Dame Rumeur, les uns sont satisfaits de l'ultimatum lancé par la Loge 712 des machinistes, tandis que d'autres condamnent énergiquement cette attitude. Comme l'on sait, la grève a été déclenchée parce que le Conseil National du Travail en temps de guerre avait refusé de compter le boni de vie chère rétroactif au mois de mars dernier. Les deux ministres affirment qu'ils n'ont pas l'intention de modifier cette décision, et le Conseil National déclare qu'il n'a pas le pouvoir de rendre le paiement du plein boni de vie chère rétroactif à une date antérieure à la formation dudit Conseil National.

Il paraît que les dirigeants de la Loge 712 ont suggéré que le Premier Ministre reçoive personnellement une délégation des ouvriers de l'avionnerie, qui lui exposerait la véritable situation. De plus, que le Conseil National du Travail étudie à nouveau la question du boni de vie chère. Ils déclarent que sur l'acceptation de ces propositions, ils recommanderont à leurs membres de retourner au travail en attendant une nouvelle décision du Conseil National.

Les ouvriers des avionneries avaient obtenu ce qui leur avait été refusé par l'ancien Conseil National du Travail, soit le paiement du plein boni de vie chère de \$4.25 par semaine. S'ils avaient déclenché la grève avant d'avoir obtenu le plein boni de vie chère, leur position aurait été meilleure qu'elle l'est aujourd'hui, ils auraient eu un plus fort atout dans leur jeu.

Le gouvernement semble décidé à ne plus suivre sa politique d'apaisement, soit de céder chaque fois qu'une grève était déclenchée. Il est malheureux qu'il n'ait pas pris cette attitude plus vite lorsque le "Canadian Congress of Labor" par exemple a déclenché illégalement la grève du tramways de Montréal, et combien d'autres.

Cette attitude du gouvernement de temporiser avec le C.I.O. et de céder devant la violence a eu un effet néfaste sur l'esprit de certains membres des unions affiliées à la Fédération Américaine du Travail, qui, respectueuse de la parole donnée par ladite Fédération de ne pas faire de grève pendant la durée de la guerre, ont vu leur demande rejetée pour être reprise par le C.I.O. qui lui, en déclenchant des grèves, obtenait par des moyens illégaux ce que le véritable Travail Organisé n'avait pu obtenir légalement.

Quand on sème le vent, on récolte la tempête, mais en attendant c'est nous qui payons les fautes des autres.

SOCIUS.

**AVIS D'APPLICATION POUR DIVORCE**

Avis est par les présentes donné que Margaret Georgina Isabel Townsend Mansfield, de la cité et district de Montréal, Province de Québec, s'adressera au parlement du Canada, à sa présente ou à sa prochaine session afin d'obtenir un bill de divorce d'avec son époux, Roy William Mansfield, expéditeur, de la cité et district de Montréal, Province de Québec, pour cause d'adultère et abandon.  
 Date à Montréal, Province de Québec, ce 22e jour de Juillet, 1943.

MERGLER & MERGLER,  
 Procureurs de la requérante,  
 Chambre 803, 641 rue Saint-Paul,  
 150 Craig Ouest,  
 Montréal.

**AVIS AUX UNIONS**

Les unions qui n'ont pas encore répondu au questionnaire et autres communications adressées par le secrétaire du comité de la Fête du Travail, J.E. Gariépy, sont priées de le faire le plus tôt possible afin de faciliter la tâche du comité qui a charge de l'organisation de cette fête.

**Au local 249 des cordonniers**

Les cordonniers traversent une crise sérieuse.  
 Le local 249 a pris connaissance mercredi soir du malentendu, qui a surgi ces jours derniers, à la Eagle Shoe et qui semble prendre une tournure qui pourrait bien compliquer la situation, si cela ne change pas pour le mieux.  
 Les esprits sont montés il semble y avoir du mauvais vouloir du côté patronal. Après avoir eu des bonnes relations, avec la B.S.W.U. pendant de nombreuses années, voilà que le directeur de la compagnie, prend une attitude qui déplaît sûrement à son nombreux personnel unioniste. Selon, la version du percepteur de l'union, M. C. McKercher l'entrée de la fabrique, lui est interdite. M. Brunet président signataire du contrat de l'union l'aurait avisé qu'il se conformera au contrat d'union existant, jusqu'à sa terminaison en décembre prochain et qu'à partir du 1er septembre il donnera son avis en conséquence.

M. Brunet aurait déclaré à M. T. Bélanger président du comité d'atelier, formé mardi dernier, qu'il était prêt à traiter avec ce comité seulement sans l'officiel de l'union. Ce refus de ne pas admettre le représentant de la B.S.W.U. à une conférence a donné lieu à une critique sévère contre le parti pris du président de la compagnie M. Brunet. Nous trouvons étrange, a déclaré M. R. Champagne, organisateur, l'attitude de M. Brunet car l'union veut garder ses bonnes relations et travailler de concert avec lui, tant dans l'intérêt de la Eagle Shoe que dans celui des membres de l'union qui y sont employés.

Tout ce brouhaha provient d'une demande de vacances avec salaire et le plein boni de vie chère de \$4.25. C'est tout juste, précise M. Champagne, que les ouvriers prennent un repos bien mérité; tant qu'au boni de \$4.25, la vie est aussi chère pour les cordonniers que pour les ouvriers des autres industries qui, cependant, reçoivent ce boni.

Ottawa, 26. — Le coût de la vie a plus augmenté à Montréal que dans toutes les autres villes du Canada. L'Office national de la statistique annonce que les indices régionaux font voir les avances suivantes depuis le commencement de la guerre : Halifax, 17.1 p.c.; Saint-Jean, N.-B., 17.8 p.c.; Montréal, 20.6 p.c.; Toronto, 16.3 p.c.; Winnipeg, 15.1 p.c.; Saskatoon, 17.8 p.c.; Edmonton, 15.2 p.c.; et Vancouver, 16.7 p.c. L'avance proportionnelle correspondante pour le Dominion est de 17.6 p.c.

**C'est à Montréal que le coût de la vie a le plus monté**

Depuis le début des hostilités l'indice du coût de la vie au Canada avance de 100.8 à 118.5 ou de 17.6 pour cent.  
 Du 1er avril au 1er juin, les huit indices régionaux du coût de la vie accusent encore des avances qui s'échelonnent de 1.6 point à Montréal à 0.2 de point à Vancouver. Pendant le même intervalle, l'indice du coût de la vie pour tout le Dominion avance de 0.9 de point.

Les prix des aliments continuent d'être la principale cause de l'augmentation du coût de la vie, mais on relève également ici et là des avances des indices du combustible, du vêtement et des divers. Depuis le commencement de la guerre à venir au 1er juin 1943, les avances proportionnelles des indices des aliments sont comme suit : Halifax, 36.3 p.c.; Saint-Jean, N.B., 30.1 p.c.; Montréal, 37.3 p.c.; Toronto, 28.3 p.c.; Winnipeg, 29.7 p.c.; Saskatoon, 31.2 p.c.; Edmonton, 31.6 p.c.; Vancouver, 34.7 p.c.

Cela revient à dire qu'ils ont raison les ouvriers qui prétendent que le coût de la vie a monté plus que ne l'indiquent les statistiques fédérales.

**Spécialité :**  
 MERCERIE  
 ET VETEMENTS  
 DE TRAVAIL  
 POUR  
 HOMMES  
 FALKIRK  
 2 8 6 5

**Mlle L. ALLARD**  
 MARCHANDISES  
 SECHES  
 FOURNITURES DE MAISON  
 2401A EST, SAINTE-CATHERINE

**A. BEUPARLAND**  
 Posage et polissage de planchers de bois franc  
 Verinssage et cirage à la machine ou à la main  
 2150 BLVD ST-JOSEPH E. Frontenac 4581

**JAS'S GRILL**  
**Hello Jas's**  
 J. U. JASMIN, Prop.  
 1255 CRAIG EST  
 Falkirk 0279 MONTREAL

**PAUL MEN'S WEAR**  
 N.P. PAUL LEPINE, prop.  
 Spécialité : MARCHANDISES D'OUVRAGE  
 Specialty : WORKING APPARELS  
 Magasin : 4913 NOTRE DAME EST (en face de Vickers)

**LES BOULANGERIES** MARCEL MONETTE et PAIN MONETTE ENR'G.  
 Recommandées à l'ouvrier  
 Pour leurs fameux "PAIN LAIT"  
 et Gâteaux de qualité  
 Membres de la Ligue Patronale des Boulangers Indépendants  
 "S'unir pour survivre"  
 28 STE-ANNE P. A. T. TEL. No 8 2549 DENONVILLE Fitzroy 5690

**MONUMENTS**  
 de haute qualité . . . à prix spéciaux  
 Placer un monument sur votre terrain ou cimetière, c'est marquer de la reconnaissance aux chers disparus. Profitez de notre stock de plus de 400 monuments en granit canadien rouge, rose gros grain, bleu ou noir.  
 Nous faisons toutes les réparations de redorage, nettoyage, lettrage. Travail garanti et les plus bas prix. Nous échangeons les vieux monuments.  
 Ecrivez-nous pour prix et renseignements.  
**ONTARIO GRANITE & SUPPLY CO.**  
 Fondée en 1929 — J.-E. DULONG, gérant  
 934 est, Ste-Catherine, chambres 214-15—Tél. HA. 1721

**CE-PHA-NOL**  
 HERCULE LEFEBVRE, prop.  
 Tablettes contre la grippe, névralgie, mal de tête, douleurs rhumatismales.  
 Tablets for Colds, Neuralgia, Headache, Rheumatic Pains.  
 Un produit canadien recommandé aux ouvriers.  
 A Canadian Product Recommended to the Workers.  
 En vente à  
**PHARMACIE MONTREAL DRUG STORE**  
 et toutes les bonnes Pharmacies et Restaurants  
 On sale at  
 also at every good Drug Store and Restaurant



## Raison et utilité des Permis pour Spiritueux

L'émission de permis autorisant les consommateurs à acheter des spiritueux est une innovation récente de la Commission des Liqueurs de Québec, bien que cette forme de contrôle ait toujours été l'un des éléments principaux du système adopté par les gouvernements des autres provinces du pays. Toutefois, la province de Québec n'a recouru à ce moyen que parce que les circonstances le lui imposaient.

Cette mesure est nécessaire parce que le public désire acheter plus de spiritueux que nous n'en avons en magasin et que nous ne pouvons nous en procurer.

Diverses méthodes s'offrent aux entreprises ordinaires lorsqu'elles se trouvent en présence d'une situation comme celle-là. La formule ordinaire consiste à augmenter les prix afin que la demande s'ajuste à l'offre. Cependant, comme le déséquilibre entre l'offre et la demande provient de conditions anormales résultant de la guerre et dont personne ne saurait prévoir la durée, l'adoption de cette méthode entraînerait des difficultés sérieuses. Aussi serait-elle, et avec raison, condamnée par l'opinion publique aussi bien que par la loi.

Ces remarques s'appliquent à presque toutes les denrées de consommation et, dans le cas de produits essentiels, tels que les aliments, le rationnement s'impose afin qu'il y ait une juste répartition des approvisionnements disponibles. En l'occurrence, il importe de limiter la quantité qu'un particulier peut acheter au cours d'une période donnée. Tout le monde connaît ce système.

Après une étude approfondie de la situation résultant de la guerre et de ses répercussions sur ses stocks et ses sources d'approvisionnement, la Commission des Liqueurs de Québec, soucieuse de servir le public de la façon la plus équitable, a autorisé l'émission de permis.

Sous certains rapports, ces permis ressemblent aux coupons de rationnement pour les aliments et dont l'usage est généralisé. Il y a toutefois, entre les deux, des différences qu'il importe de souligner et de ne pas oublier.

Premièrement, les vivres rationnés sont essentiels à la santé et au bien-être de la nation. Quoi qu'on puisse dire des boissons alcooliques, on ne saurait les comparer avec les aliments.

Deuxièmement, le rationnement des denrées s'applique à tous les citoyens qui ont droit à une carte de rationnement, et les quantités allouées ont été établies en conséquence. Tel n'est pas le cas pour les permis de spiritueux.

En adoptant ce système, la Commission des Liqueurs de Québec estime que ces permis ne seront réclamés et qu'ils ne seront émis qu'aux personnes de bonne foi consommant des produits distillés et que celles qui ne sont pas comprises dans cette catégorie ne solliciteront pas de permis et ne se prêteront pas à l'émission illégale de permis.

La quantité de spiritueux que les détenteurs de permis peuvent se procurer est basée sur le nombre approximatif des personnes qui sont autorisées à se procurer de la boisson, d'après les statistiques de la Commission des Liqueurs.

Par conséquent, ceux qui obtiennent des permis non seulement pour eux-mêmes, mais pour les membres de leurs familles qui n'avaient pas l'habitude de faire usage de spiritueux, déjouent les projets de la Commission des Liqueurs et ils ne font que rapprocher le temps où il faudra réduire davantage la quantité allouée.

On doit toujours se rappeler que la condition essentielle à l'émission de permis, c'est qu'ils ne sont pas transférables. Le système des permis fonctionnera d'une façon satisfaisante pourvu que cette condition soit strictement remplie.

En outre, le fait qu'un permis donne droit au détenteur d'acheter telle quantité déterminée, ne signifie pas nécessairement qu'il doit acheter cette quantité. Cela représente le maximum que chaque détenteur peut se procurer et chacun doit s'efforcer d'acheter et de consommer moins que sa quote-part.

L'une des raisons principales de l'émission de permis, c'est de s'assurer que durant ces jours difficiles et ceux qui suivront, la Commission des Liqueurs ne soit pas désorganisée. Cela exigera certains sacrifices et de la discipline, mais si l'on envisage la situation avec calme, on se rendra compte que, dans les circonstances, on nous demande peu. Tout citoyen doit faire preuve de bonne volonté et s'adapter promptement à la situation.

Publiée par

COMMISSION DES LIQUEURS DE QUÉBEC

## A Canadian Youth Soliloquizes

(Continued from Page 1)

hood, kindness, charity, goodwill, and justice. Apparently, Mr. Hitler regards these qualities and virtues as signs of weakness. He has now learned that the youth of Great Britain, whose heroic intrepidity and sacrifice in 1940 saved it, possessed qualities and virtues far superior to the brutal, slavishly regimented youth, who are the tools, victims, and dupes of Hitler.

We have been told by the leader of the Government that this war is a total one; that we are fighting for survival; that unless we fight and win, we shall become veritable slaves of a leader and nation bent upon world domination. *We thus have no choice—it is either liberty or slavery.*

My clear-eyed comrades hate to think that any moment may be their last, but they are true to the traditions of their fathers who served in the last war. It is not pleasant to think that for thousands of us, once we leave this land we love, there may be no home-coming and that our parents will be informed that we died away from home while doing our duty. They know what is at stake, but they too understand that a sacrifice must be made upon the altars of liberty, in order, that the flag of civilization and the Cross of Christianity may continue to serve as emblems to the free peoples of the earth.

We Canadians have a history of which we can be proud. Those, who like myself, are serving King and Country are also making history which future generations will read with pride and patriotic emotion. There are no distinctions in our country. French and English alike are ready to lay down their lives in order to prevent the Nazi hordes from getting that victory which they thought, after the defeat of France, was within their grasp. We go forward to fight inspired with the knowledge, that only because of our willingness to serve and die, will it be possible to bring about the destruction of men to whom human lives count very little in the carrying out of their frightful plans. We are buoyed up with the hope that our sacrifices will not be in vain; that once this war is over, the Nazi armies defeated, and the leaders brought to justice, a new world will be built upon the ruins of the old.

Our forefathers when they left Europe, came to the New World because they believed they would no longer be subject to the demands of leaders and rulers who sought to wage war for their own advancement and interests. The early immigrants from the old world to the new have provided a haven for millions who followed them. They never expected a day would come, when the brave citizens of the new world would be called upon to twice cross the ocean in order to defeat on the continent of Europe the leader and nation that has made war its national policy.

We must demand and not be backward in telling our sires, that they must see to it, when once this war is ended, that future generations shall live in peace as we would have lived had fortune been kind enough to permit us to carry out those plans and fulfil those ambitions which were ours in the bright days of childhood.

We, Canadian youth, who go forward to perform the task that destiny has allotted to us, counsel our great leaders to make plans so that in fact and accomplishment the conflict in which we are now taking part will not be only the war to end war, but the bringing in of an era that will forever banish war and destroy those without mercy who counsel it, or seek through it to enlarge the boundaries of their nations and suppress the liberties of mankind.

## Times Change but SOME Men Never Change

Just to show that the anti-union spirit that prevailed among the master printers who promoted the formation of the "Association des Maîtres Imprimeurs de Montréal, Incorporée" is not yet extinct, we reproduce below part of a report of some of the founders of this association, under one of its first names. By comparing this with what *Le Maître-Imprimeur* printed in its June issue, under the title: "L'ouvriérisme en est-il arrivé au 'Gangstérisme'?", one will note that the writer of this article must be one of those union haters of the twenties, and that, despite the earnest efforts of the great majority of workers and employers to achieve an understanding based on co-operation and "bonne entente" — so dear to our friend Charles Holmes who, by the way, is the Secretary-Treasurer of this Master Printers' Association — the results are pitiful.

We give herewith a report of the Apprenticeship Committee of the Graphic Arts Section (Canadian Manufacturers' Association) to the monthly meeting held on July 6th, 1923. The Secretary was Mr. Joseph Brosseau, and the President, Mr. Roy, whom the "Association des Maîtres Imprimeurs" claims to be the real founder of their Association. Let us read the beautiful things this report says regarding the labor unions:

"As far as the opinion of the committee is concerned we fully appreciate the moral effort but we dare say that the school as presently operated, including instruction given, equipment and progress of the students only meets with 50% of our wants and needs and again is shown the necessity of the foundation and the maintenance of a real technical school, where our Canadian boys would receive the necessary education."

"THE GRAPHIC ARTS SECTION, C. M. A. — MONTREAL

"Montreal, May 3rd, 1923.

"The question of the right training of the apprentice is second only in importance to having an education at all, and we may safely say that approximately 80% of to-day's printers have not received that proper training, and that only one in one hundred has had the benefit of a higher training. We must not lose sight of the fact that the large majority were forced to begin the battle of life at an early age.

"Formerly the apprenticeship system offered to the apprentice the

## Bonus and Wage Rates in Shipyards

The National War Labour Board announced today that effective this date the cost of living bonus being paid in all shipyards under its jurisdiction which are paying less than the full cost of living bonus of \$4.25 weekly is increased to \$4.25 per week.

The Board also announced that the general wage structure in all of the eastern shipyards it at the present time under survey and careful consideration. It is expected that in a reasonable time the question of wage adjustments will be worked out.

## Western Flier Visits Montreal

FO. Eddie Mathieson, R.C.A.F., of Nelson, B. C., was in town recently on his way to the east coast. Calling in to see the boys at The Gazette, Ed was telling them that he was, prior to joining the air force, secretary of the Nelson, B. C., Typographical Union.

opportunity of well learning his trade, but to-day the changing of the industrial conditions and THE BITTER AND CRUEL OPPOSITION OF ORGANIZED LABOR AS A WHOLE, have nearly destroyed this former safeguard of opportunity.

"We weigh the meaning of our words, when we say that THIS OUTRAGEOUS ANTAGONISM OF ORGANIZED LABOR to the apprenticeship system constitutes in itself A CRIME AGAINST THE INDUSTRY. THE UNIONISM IN THIS RESPECT HAS BEEN AND WILL ALWAYS BE THE MEANEST AND MOST CRUEL OF ALL TRUSTS. The right of every individual to learn and earn what he can should be as free as the air we breathe. It is his natural and inalienable right.

"Let there be no mistake about this; *the organized labor as a whole is uncompromising in its opposition to the trade school, the apprenticeship system and the open shop.*

"This antagonism is unaccountable, but even apart from this there is the utmost necessity for the establishment of a real printing school that shall take the place in part, at least of our almost lost apprenticeship system, with newer and perhaps larger and brighter opportunities and it must be established in spite of everything. Our school operated as at present, although receiving our endorsement as an emergency school, do (sic) not reach and cover our needs.

"To authorize, found and organize a printing school in which a youth may be taught the practical and technical knowledge of his trade is the most important issue before this Association today. It is in this way only that we can UNDO THE MONSTROUS CRIME WHICH ORGANIZED LABOR IS COMMITTING AGAINST OUR INDUSTRY."

### Plea to the Government

"We would suggest . . . that an immediate action should be taken by your committee in view to induce the Quebec Government to co-operate with us to the extent of taking over the actual school, install same in its Technical School building on Sherbrooke Street, add to its actual equipment the necessary modern equipment needed and that the whole as a branch of their permanent technical studies which should be known to the public as the "Technical School for Printing".

### Example of the Real Help to the Apprentices Suggested in this Report

"The fees for the General Course including two years school training and three years plant training will be five hundred dollars (\$500.00) payable as follows: School training One hundred dollars (\$100.00) per year, PAYABLE BY THE STUDENT, by equal monthly payments. Plant training One hundred dollars (\$100.00) per year payable BY THE STUDENT to the School through his employer who shall retain two dollars (\$2.00) per week on the salary earned by the student, such salary to be adjusted by the school according to the student's ability."

### Brilliant Future Promised

"Of course the positions and incomes of the different fellows vary with their personalities and the amount of initiative that they possess; but the incomes of the men with whom we are in touch range from \$2,500 to \$6,000 a year (and these men have been out of school only for four years)"

(NOTE.—The various reports referred to hereinabove and from which quotations were taken were forwarded to the Government when the employers "tried to induce the Government to take over their own school," and are dated, on the face of these documents: Montreal, July 18th and 19th, 1923. Originals should be in the files of the Graphic Arts Section of the Canadian Manufacturers' Association, and probably in the Government files relating to the Technical School.)

This is a sample of the soft and amicable words used by the employers at that time when referring to the labor unions. True, the times have changed, but we still find men of the type referred to in our day. Today, when a union makes a demand for an increase of wages, it is called a "hold up" and its officers are "gangsters".

Fortunately for the industry, the majority of the employers in the printing industry are more open-minded and conscious of the importance of their industry and of the workers they employ, and they are pleased to deal with their employees on all occasions and to grant their demands when they are reasonable without climbing on the housetops to decry labor.

Co-operation of workers and employers is the need of the hour. Believing that the industry deserves it, the workers are always willing to deal fairly with their employers, despite the discontent of those employers — who are few — trying to create discontent and trouble.

## S. BONNEVILLE & J. LANGLOIS

successeurs de A. R. Guindon, Enrg.

Entrepreneurs de Pompes Funèbres  
Salons gratuits

Bureau Chef :  
4951 rue Adam  
coin Viau  
CLairval 7400

Succursale:  
3551 rue Adam  
coin Joliette  
PALkirK 2563

PHOTOGRAPHES OFFICIELS By appointment to H. E. THE  
de la COUNTESS OF BESSBOROUGH  
FEDERATION

## Studio GARCIA Studios

OFFICIAL  
PHOTOGRAPHERS  
of the  
FEDERATION

650, Ouest SHERBROOKE ST. West  
HARbour 6523. MONTREAL

## The Dog Without Teeth

By JOHN J. MANNING

Secretary-Treasurer, Union Label  
Trades Department

To outline and carry out a plan for a successful venture of any nature, will power must be exerted to the last degree.

A powerful and forceful will, not embodied in a few members of Organized Labor, but embodied in the great mass, must be brought into use if Trade Unionism is to survive.

*Most of the failures of life are due to lack of will power to hold to a given plan until victory is achieved.*

Trade Unionists talk about the Union Label endlessly but many of them, alas, fail to seek it when spending money. Each year it is becoming more difficult to find merchants willing to handle union labeled merchandise. The reason for this is the slipshod method of shopping of Unionists and their failure to refuse the products of the non-union shop and the services of non-unionists.

This reluctance on the part of the merchants to handle union labeled merchandise will continue until unionists stop deceiving themselves about this most vital subject — THE UNION LABEL.

*Oral enthusiasm alone will not improve conditions. Nothing but action will count. Conditions will not improve until Unionists, as a whole improve them. Hope of progress is futile with a membership luke warm on the question of Union Labeled Merchandise and Union Services.*

What the label cause needs in every nook and corner of the country is leadership. Not leadership of a spasmodic nature but leadership of an enduring, inspiring, forceful nature that will not permit one code for the meeting hall and another for the shopping trip, whether the shopping is for merchandise or services.

Haphazard hopping will avail the Labor Movement nothing. Trade Unionists must plan when spending money so that it will circulate in a helpful manner. Talking about unfair employers who refuse to recognize the Union and then deliberately patronizing these same employers, stamps one as an example of the old saying: *The dog without teeth, barks the most.*

The only way members of Organized Labor can show interest in the Union Label, Shop Card and Working Button is by seeking them when spending money.

**PALACE**

SECOND WEEK  
 Alan Ladd and Twenty Girls  
 Trapped by Ruthless Japs  
**"CHINA"**  
 starring LORETTA YOUNG  
 ALAN LADD  
 with WILLIAM BENDIX

**CAPITOL**

ETHEL WATERS  
 EDDIE "ROCHESTER"  
 LENA HORNE in  
**CABIN IN THE SKY**  
 Added Feature  
**'ALL BY MYSELF'**

**PRINCESS Theatre**

SECOND WEEK  
 STAN LAUREL  
 OLIVER HARDY in  
**"JITTEBUGS"**  
 with VIVIAN BLAINE  
 HIT No. 2  
**'The Ox-Bow Incident'**

**LOEW'S THEATRE**

BETTY GRABLE  
 George  
 MONTGOMERY  
 CESAR ROMERO  
 IN  
**CONEY ISLAND**  
 in Technicolor

**MONARCH GAS RANGES**

Made by  
**Canadians**  
 for  
**Canadian Homes**

Tél. Lancaster 3858

**Salon de Fleurs St-Denis**  
 1590, rue SAINT-DENIS  
 (Edifice du Théâtre Saint-Denis)  
 Spécialités :  
 Bouquets de Noces, Tributs floraux  
 Escompte de 10% aux membres  
 des unions ouvrières.  
 Mme ROVIRA. — Rés. MA. 8488

**SAVE**  
 THAT YOU  
 MAY LEND

**DENTIERES**

Spécialité  
**Dr J.-E. CHALIFOUX**  
 Chirurgien-Dentiste  
 790, rue VINET, Coin St-Jacques  
 Edifice Banque d'Epargne  
 WIlbank 8686

**WHEN PEACE COMES**

**Labor Must Be Adequately Represented.—  
 Toilers Must Play Their Part in the  
 Rebuilding of the New World.—Intelligent  
 Anticipation the Pre-Requisite to  
 Constructive Post-War Planning and  
 Leadership. — Prime Minister King Foremost  
 Authority on Industrial Reconstruction.**

By BERNARD ROSE, K.C.

When peace comes there will no doubt be a wealth of information available which governments and corporations will be able to consult when seeking to create agencies that will provide for the millions needing it.

It is likely that when the "cease fire" sounds, the representatives of the different nations will meet to discuss peace terms. The principal leaders of the democracies have declared and repeated that the war will only end with the "complete and unconditional surrender" of the brutal forces represented by Hitler, Mussolini, and Hirohito. Such absolute and unconditional surrender is the first essential if the United Nations are to proceed with the occupation of the enemy countries and prepare the plans for the reconstruction of those occupied by the barbarian hordes of the totalitarian nations during the war.

What, however, will concern the democratic nations will be the easiest, quickest, and most effective means to begin the program of reconstruction. At the close of the last war, labor did not get that full and adequate representation at the peace table that it is entitled to in virtue of its number and sacrifice. In the democratic lands, the workers constitute the largest proportion of those who took part in the several conflicts. Those who were unable to join the armed services devoted their time and abilities to the production of all that was required for the carrying on of the war. Thus, from a military and manufacturing standpoint, labor is entitled to make its voice and influence very plainly and strongly heard when the statesmen of the United Nations begin discussing the re-building of their respective nations and the bringing in of an era of not only world wide peace and international amity, but an assurance that the workers in the several countries constituting the group of united nations will be provided with employment.

The war has demonstrated that in times of peril and emergency, even the so-called poor nations can provide facilities and increase their production in a measure that at other times would have been thought impossible. Human ingenuity and organization is given full play for the terrible business of destruction; the same ingenuity and planning should be exercised following war in order that every decent law-abiding citizen who can contribute to the nation's wealth by his labor, ability, or skill, be given the opportunity.

While the occupied nations have been denuded of a large part of their accumulated wealth and have suffered great destruction, and the principal democracies have been forced to expend billions to overcome the enemy, the wealth of the world is still enormous and the resources of several of the United Nations are still untapped and so great, that if these resources through proper use can be exploited, as they can and must be, there should be no difficulty in preventing depressions and the disastrous unemployment that marked the years from 1929 until the beginning of the war.

The war has developed a high type of labor leadership. Quite a number have become statesmen in the best sense of the term; the outstanding leaders of labor have demonstrated that they possess the highest human qualities. Their ability and experience should be available to those who will sit at the peace table representing the group of the United Nations.

Absolute and unconditional surrender gives no right to the world's enemies to sit at any peace conference when terms are discussed; these terms must be imposed, not made subject to negotiations.

It is to the United Nations that the world will look and the principal of these nations will be the United States, the British Commonwealth, Russia and China. What these great powers agree upon will be binding upon the lesser nations. In view of what has been set out in the Four Freedoms and the Atlantic Charter, the smaller nations will receive that measure of consideration and justice to which they are entitled. Labor representation given these smaller nations will add to the influence of those speaking for labor and appointed by the chief democracies.

Canadians can count themselves extremely fortunate since when the conference on peace and reconstruction begins, they will have representing them as the leader of the Canadian delegation, one of the most outstanding statesmen of his time. The Right Honourable Wm. Lyon Mackenzie King has demonstrated that he knows how to lead a united people. No one is better qualified by heredity, intellectual attainments, experience, and tactfulness in resolving situations of the most serious kind than the Prime Minister of the Dominion. Mr. King's experience since he first entered public life will be invaluable to his associates at the peace table. His masterly work written before the last war concluded, "INDUSTRY AND HUMANITY" contains within it

the sound and tried principles that should be applied by the world's statesmen interested in industrial reconstruction.

What Mr. King has set out in this book will be as applicable when this war ends as it was following the last war. What he suggests as advisable to maintain industrial peace within the nation is equally as constructive in all that relates to international relations. If, as he points out, industry is a partnership, it is essential that following the war, there must be a partnership of nations in everything that affects the economic and social welfare of the group of those known as the United Nations. Labor rights which were referred to in the peace treaty must not only be reaffirmed in the treaty and program following the present war, but made mandatory upon all nations that are within the United Nations group and those which belong to the Axis combination.

Organized labor is a powerful factor in the life of the democracies. Regardless of what those opposed to its aims may say it can and should speak on behalf of the mass of workers; it, and it alone fought against injustices and secured the redress of grievances and the elimination of abuses that made life very hard for the exploited workers.

In the person of the Canadian Prime Minister, organized labor not only within Canada, but the United States, Britain, and the other Dominions, will have an experienced guide and wise counsellor. Having occupied the position of Deputy Minister of Labor, he was brought into intimate contact with the workers. No one than Mr. King better knows that a great many reforms affecting labor's welfare are still awaiting acceptance. The close of the war and the steps that will be taken to re-organize and reconstruct will call for not only the highest powers of planning, but understanding of human motives and the satisfaction of those wants without which men and women cannot subsist.

Labor leaders and the representatives of the nation can certainly join hands in all that relates to the initiating and carrying out of the giant programs that will be necessary if privation and disorder are to be avoided in the years following the war.

As Mr. King so aptly points out in the introduction to his splendid work: "Through the establishment of right relations in Industry, Labor and Capital have it in their power to end competitive arming between nations, and to secure to the world immunity from further wars. They have the even greater opportunity of releasing Industry from the servitude in which it is held by war and the fear of war; and of making of forces hitherto utilized in the work of destruction, instruments for the relief of Mankind".

**Still Producing, Despite Bombs**

A war-scarred linotype "somewhere in New Guinea" is turning out composition for a daily newspaper for United States and Australian fighting men, despite the fact that Japanese bombs have blasted away a wall of the structure that supposedly shelters the machine and other equipment and have blown out nearly all of its windows.

Writing about that battle-front newspaper, *Guinea Gold*, from the scene of its production, R. B. Leonard of the *Sydney Sun* explains that "until army authorities decided to publish their own paper, the vast majority of troops in New Guinea heard very little of the world's daily news."

Now, however, *Guinea Gold*, a four-page tabloid with two editions — one for Americans and one for Australians — gives them plenty of the commodity that formerly lacked. Every edition includes two pages of news from overseas. On Sundays, "double editions" play up sports events. Australian newspapers provide the battling tabloid with hot news from the United States and fighting fronts overseas, and the Australian Broadcasting Commission nightly sends *Guinea Gold* a special short-wave broadcast of late world news.

"Office furniture in the plant of the little paper is simple," reports Mr. Leonard of the *Sydney Sun*. "Tables have been made by natives from odd planks, and chairs from bully-beef cases. The editorial room has neither doors nor windows. A large piece of hessian has taken the place of the bomb-destroyed front wall. Natives operate the Linotype and a flatbed press, and do it well."

*Guinea Gold* is printed early each morning, and first copies are delivered to flying fields to be flown to extreme forward areas. If landings are impracticable, packages are dropped to the men below.

Many of the men for whom *Guinea Gold* is printed consider it worth its weight in the yellow metal.

**Protect Workers' Rights**

"Unless we in Congress have the intestinal fortitude in this time of peril and crisis to defend and promote the institutions that symbolize our democracy, we will be guilty of losing the war on the home front.

"If we continue to indicate that it is our intention to refuse protection to the growth of bona fide trade unionism and industrial democracy, we will deprive the nation of one of the greatest sources of internal and spiritual strength, a feeling on the part of working men that they are truly defending a democracy." — SENATOR ROBERT LAFOLLETTE.

**Eighty-Six Years Old**

E. J. Reynolds, who, thirty-seven years ago, with William Le Cappellaine, founded the Canadian Printing and Bookbinding Company of Winnipeg, now and for many years known as the Reynolds Printing Company, observed his eighty-sixth birthday in April.

Mr. Reynolds is a veteran newspaper man as well as printing executive, having worked on the *Ottawa Citizen*, *Ottawa Journal*, *Winnipeg Free Press* and *Winnipeg Tribune*.

The veteran, who has lived in Canada seventy years and has resided in Winnipeg more than forty years, is well known to many workers in the graphic arts in the United States as well as the Dominion.

## A Great Victory

*Dinning-Car Service Employees of C.P.R. Vote Overwhelmingly in Favor of Brotherhood of Railroad Trainmen. — Have Shown their Strength and Now Request Negotiating of an Agreement to Fix Rates and Working Conditions.*

For almost twenty years the employees in the dining-car service of the C.P.R., were urged to form or join a bona fide trade union that could secure them the same consideration as that given railroad workers members of powerful trade unions. Through indifference, ignorance, and the attitudes of certain officials no success met the efforts of those who strongly urged their fellow-workers to join an organization that would be able to make representations on their behalf to secure necessary changes making for health and welfare.

Notwithstanding the lack of support received, those who felt that membership in the Brotherhood of Railroad Trainmen would enable them to get consideration did not lose hope, but kept on, and by degrees succeeded in getting a considerable number, particularly in the larger centres, Montreal, Toronto, Winnipeg, and Vancouver to become members of lodges of the Trainmen.

When the movement started several years ago to form lodges of a powerful international railroad brotherhood, certain interested parties acting upon the suggestion, which it was stated came from a Company's official, formed a mutual benefit society. Those who took part in the forming of the society believed that it would be means of preventing the dining-car employees from joining the trainmen's organization. The Mutual Benefit Society paid out to members and their dependents certain benefits. Experience demonstrated to the great mass of the dining-car employees that a mutual benefit society was not the organization that could bargain collectively with the Company and secure concessions in the way of increased rates and improved working conditions. Once the membership became sufficiently large to warrant action being taken, representations were made on behalf of the dining-car service employees to the Company through Vice-President Hendrick. Mr. Hendrick has the reputation of not only being a determined but a very tactful representative of the organization and who generally succeeds in getting what he considers those on whose behalf he speaks are entitled to and should receive.

The membership grew so rapidly that following representations made by Vice-President Hendrick and the Company's refusal to directly negotiating an agreement, application was made for a Board of Conciliation and Investigation. When the Board met it decided that a vote should be taken in order to give the employees throughout the system an opportunity to determine which organization they wished to represent them in negotiating a collective agreement. This election differed from any other; because the men were so widely dispersed and being on runs that sometimes take several days, the voting would have to be carried on longer than the usual period. Several supervising committees were set up for each division to take the vote, and when the delays expired, the envelopes containing the ballots were sent to an officer of the Department. When the ballots were sent to an officer, it was found that from Atlantic to the Pacific, the dining-car

service employees of the voted en masse in favor of the Brotherhood of Railroad Trainmen as their representative in dealing with the Company. The votes stood 918 for the Brotherhood of Railroad Trainmen and 56 for the Mutual Benefit Society.

Seldom has any labor organization achieved so great a victory. It will undoubtedly encourage other unorganized employees of both the C.P.R. and the C.N.R. to join unions that give them that protection without which the employee or worker is helpless.

The fullest measure of credit for this victory and the good judgment and tact manifested by all concerned should go in the first instance to hard-working, highly competent Vice-President J. J. Hendrick and those associated with him from the Montreal and Toronto divisions.

The *Labor World* extends to Vice-President Hendrick, Eddie Charron, and their colleagues in Montreal and other points, its sincere congratulations upon the success of their efforts and the victory achieved.

### More Free Smokes Overseas Fighters

In addition to the Union Label cigarette campaign, sponsored by Union Label Trades Department of the American Federation of Labor, to send free "smokes" to American fighters, overseas, Secretary-Treasurer I. M. Orburn this week endorsed another plan of the Brown & Williamson Tobacco Corporation to send Union Label Raleighs free to members of our armed forces in the battle areas. This campaign will start on August 1 and last for one month. It will in no way replace the regular drive being made by the Union Label Trades Department for free Union Label cigarettes, so liberally donated by members of American labor unions and which will continue for the duration of the war.

"Good American 'smokes' are the most welcome gift in combat areas," said Mr. Orburn, "and this unionized tobacco manufacturer has given the relatives and friends of our fighting men overseas an opportunity to send two packages of Union Label 'smokes' free every time they purchase a carton of plain or tipped Raleighs for themselves."

Brown & Williamson takes care of shipping the two packages of Union Label Raleighs with no extra trouble or extra charge to the purchaser of one carton of Raleigh cigarettes. For each carton of cigarettes he buys at his dealer, the purchaser will receive an Overseas Gift card which will be forwarded to the Brown & William Tobacco Corporation. The gift card will be acknowledged by this tobacco manufacturer and it will be enclosed with two packages of Union Label Raleighs and sent to combat zone. In this way the soldier, sailor, marine or coast guardsman, overseas, who will receive the gift, may send to the donor his thanks on an attached return card. Thus, the sender will receive a "thank you" note from each fighter who receives the gift of two packages of Union Label Raleighs.

## THE RECORD SPEAKS FOR ITSELF

Day after day in Parliament the C.C.F. has stood up for the fundamental rights of Labor!

### ATTENTION CARTIER ELECTORS

Add another Man to this Fighting Team  
**Vote for DAVID LEWIS**

### Balance Between Work and Workers

We have been fortunate in maintaining a balance between available workers and work to be done in the pressrooms. When we consider the changes that have taken place, changes in the volume of work to be done, in the shops doing this work, in the call of men to the armed services and changes of men from the pressroom to other work, we are amazed that all this has come about without serious unemployment on the one hand or inability to turn out the necessary work on the other hand. The possibility of this balance being upset is no reason or excuse for the direful prophecies of the calamity-howlers.

We certainly do not believe any one would be justified in worrying about unemployment in the immediate future. This might be a problem in the readjustment after the war but, on the other hand, if the demands for men in the armed services and in the war plants necessitate a reduction in printing that would upset the balance that has been maintained so far we still have little or no reason to complain whether we are employer or employee. Perhaps the greatest problem the industry must face in the immediate future is producing that work which is absolutely essential to the war effort. — *The American Pressman.*

### Poison For Poison Ivy

It seems a far cry from flame proofing of war workers' clothing to killing weeds but chemical research has bridged the gap by means of ammonium sulphate — a versatile salt which in addition to being one of the best known agents for the treatment of textile materials to render them fire-resistant, is also an excellent weed killer. Recently it was discovered that as a weed killer ammonium sulphate is particularly partial to poison ivy and ragweed and thus merits a hearty welcome by hayfever victims and picknickers everywhere. This welcome stranger is non-toxic to animals and non-irritant to humans.

By adding the number and name of their locals, individual members of American labor unions might spearhead this nation-wide drive to send Union Label Raleigh cigarettes to our fighters overseas.

The cigarettes cannot be sent to specified individuals and the shipments will be made only to members of our armed forces outside of the United States. However, every two packs will be distributed free to our armed forces by morale officers, chaplains, doctors and nurses.

"The Union Label Trades Department is anxious to have the members of all labor unions support this worthy cause," said I. M. Orburn. "It doesn't cost a smoker of Union Label cigarettes a single penny extra. For every carton of Union Label Raleighs he enjoys, himself, he is sending 'smokes' where they are needed most."

### Convention of the Printing Trades Unions

The President of the Federation of the International Printing Trades Unions of the Province of Quebec, Mr. Charles Coutu, has issued the following communication to the Unions affiliated with the Federation:

In conformity with the provisions of the constitution, you are hereby notified that the Second Annual Convention of the International Printing Trades Unions of the Province of Quebec will be held in the meeting hall of the Federated Trades and Labor Council of Quebec and Lévis, 10, Du Pont Street, Quebec. The convention will open at 10 o'clock a.m., Saturday, August 28, 1943, and will continue the following day until the business of the convention has been completed.

The first convention of the Federation was held in Montreal, at the end of August, last year, when and where the constitution was adopted and the formation of the Provincial Federation decided, comprising the printing trades unions of the Province, with the object of protecting the interests of the workers in the printing industry, and ensuring a more complete collaboration with the employers in the study of the problems arising of the present difficult situation. Therefore, it is the interest of all the printing trades unions affiliated with the Federation to take steps to have the full quota of their delegates to this convention. The officers hope that each union will elect one or more delegates to this second annual convention.

The credential letters should be filled in within the shortest possible delay and immediately forwarded to the office of the Federation: 909 St. Lawrence Boulevard, Montreal, in order to be submitted to the Credential Committee which will meet prior to the opening of the convention, at 10 Du Pont Street, Quebec, where will be headquarters of the convention.

## Lazarus Phillips, K. C.

Election of Lazarus Phillips, K. C., Official Liberal Candidate in Cartier Division for the by-election on August 9th has been urged upon the electors in messages from Prime Minister W. L. Mackenzie King, from all the Federal Cabinet



Ministers in the Province of Quebec, and from spokesmen for labor groups and communal welfare organizations.

Labor leaders have pointed out that the election of Mr. Phillips by an overwhelming majority is necessary because of the Extremist groups that have arisen to oppose the government and to attack the war effort. Labor has been called upon to show its full-fledged approval

of a "win the war" policy so that victory over Hitlerism may come all the sooner and our victorious soldiers, sailors and airmen may return to their homes.

In speaking for Mr. Phillips, Brooke Claxton, K.C., M.P., Parliamentary Assistant to the Prime Minister explained that a vote for other candidates would be a vote wasted because their parties are without influence at Ottawa. The menace of the "Bloc Populaire" and other groups must be answered by an overwhelming vote for Lazarus Phillips, K.C.

Mr. Phillips is remembered as the life-long partner of the late S. W. Jacobs who was member of Parliament for Cartier Division from 1917 to 1938. During the last war, he served overseas with a French-Canadian regiment. He has been prominent in communal organizations in Cartier Division and throughout the Dominion of Canada. During the course of the campaign he has declared himself strongly in favour of government measures for unemployment insurance, health insurance, old age pensions family welfare, and care of the returned soldier. Loyalty to the war effort of the Canadian Government, and the policies that are bringing about Victory for all, demand that the electors of Cartier Division, on August 9th, vote for the government candidate, Lazarus Phillips, K.C.

Defeat Mitchell's  
Anti Labor Policy  
ELECT  
Fred ROSE  
Labor-Progressive  
CARTIER • AUGUST 9